



## Et si on changeait?

**O**N EN A PARLÉ À MOTS PRESQUE COUVERTS PENDANT QUELQUES SEMAINES. Puis on y a cru un peu plus sérieusement un moment. Mais la page semble avoir été vite tournée. Non, il n'y aura pas de changement de gouvernement pour l'instant.

Il serait temps pourtant.

Qu'on ne s'y trompe pas: si le gouvernement et son chef partent, c'est parce que la Syrie l'aura bien voulu. Et si l'hypothèse de leur départ a été envisagée, c'est parce qu'en Syrie même on y a songé. Mais qu'importe désormais? Syrie ou pas, l'équipe aux commandes à Beyrouth en est arrivée au point où elle fait incomparablement plus de mal que de bien. Et qu'on ne vienne plus nous seriner que le succès de la reconstruction est le plus sûr moyen de consolider l'autonomie de l'État libanais. Il n'est même pas besoin d'observer l'état de la politique étrangère pour s'apercevoir que ce n'est pas vrai; la situation des marchés publics et le partage des prébendes suffisent pour le montrer.

Pourquoi la Syrie voudrait-elle alors changer une équipe qui, à défaut de gagner, fait gagner? La question pourrait présenter un intérêt pour la compréhension de la scène intérieure syrienne et du rôle qu'est appelé à y jouer — qu'y joue déjà — le commandant Bachar al-Assad. Mais, s'agissant de ce qui fait le quotidien des Libanais, elle ne devrait nous concerner que dans la mesure où elle constitue une opportunité à saisir.

EN MATIÈRE DE POLITIQUE LIBANAISE, LES CHOIX QUI S'OFFRENT À LA SYRIE NE SONT PAS INFINIS. Ils sont au nombre de trois exactement: le maintien du désordre institutionnel actuel avec la persistance du jeu qui consiste, suivant les jours, à privilégier l'un ou l'autre des pôles du pouvoir; la mise en place d'un pouvoir en apparence plus musclé mais qui ne serait en fait que le vecteur d'un interventionnisme encore plus direct dans les affaires du pays «protégé»; l'installation d'un gouvernement crédible et un tant soit peu représentatif qui aurait pour priorités la réconciliation nationale et la restauration d'une autorité sans autoritarisme.

Rien ne dit certes que cette dernière option puisse prévaloir. Mais il est déjà remarquable qu'elle ait été mise sur la table. Comme si la Syrie commençait à prendre conscience que l'impasse libanaise est aussi la sienne, comme si elle se faisait à l'idée, salutaire, qu'un desserrement des liens informels qui structurent, à l'heure actuelle, les



rapports de «protecteur» à «protégé» serait finalement bénéfique pour des relations véritablement privilégiées entre les deux pays.

Tel serait, en définitive, l'enjeu d'un changement de gouvernement à Beyrouth: sortir de l'enlisement à la fois la politique libanaise et les relations libano-syriennes, redonner au pays une normalité qui ne serait pas normalisation, bref réhabiliter Taëf. On le comprend, il ne s'agit donc en aucun cas de revenir au petit jeu d'avant l'ère Hariri, de remplacer un désordre institutionnel devenu structurant par une instabilité gouvernementale organisée. Mais on n'en est heureusement pas réduit à choisir entre deux maux.

Une troisième voie existe, ne serait-ce que comme une promesse. Les hommes qui pourraient l'expérimenter sont connus; ils ne sont pas très nombreux. S'agissant de la tête du gouvernement, il n'y en a même qu'un seul qui soit envisageable, c'est Salim Hoss. C'est vrai, il n'a pas de charisme. Mais il a la rigueur, l'honnêteté et, surtout, la conscience aiguë des équilibres, sociaux et communautaires, sans lesquels le Liban est voué à la déréliction. Il a aussi, à défaut d'une équipe déjà prête, des alliés susceptibles d'inspirer la confiance des milieux financiers et des partenaires étrangers. Parce que si un gouvernement Hoss, comprenant par exemple des hommes comme Mohammed Youssef Beydoun, Nassib Lahoud, Boutros Harb, Fouad Boutros et Hussein Husseini, ne parvenait pas à maintenir en 1997 le taux de la livre, c'est qu'il y aurait tout simplement du sabotage. L'hypothèse n'est d'ailleurs pas à négliger et l'on conçoit que les hommes capables de promouvoir une autre politique puissent être eux-mêmes réticents à se brûler, conscients qu'ils sont des limites imposées à l'action gouvernementale dans l'état actuel des rapports de forces. Mais ils doivent savoir, et l'opinion avec eux, que si d'aventure ils étaient appelés au pouvoir, ils n'auraient pas forcément le loisir de mettre en oeuvre toutes les réformes souhaitées et souhaitables. Il ne s'agit plus, ou pas encore, de cela.

SOYONS DONC RÉALISTES ET, PAR LÀ, D'AUTANT PLUS AMBITIEUX. Avant la réforme, il y a le coup de frein à donner à cette dégringolade générale de la vie publique. Il y a la preuve à faire que le mépris des institutions, le dépeçage de l'État et l'attentat permanent contre l'intelligence des citoyens ne sont pas une fatalité. Il y a à prévenir la répétition d'un coup de force contre la Constitution, l'année prochaine, au terme du mandat prorogé du chef de l'État. Il y a à démentir la croyance que le Liban n'est que le siège social d'un milliardaire en mal de puissance.

Il y a à montrer que la Syrie n'a pas condamné le Liban.

**Samir Kassir**



<b>Id-Reference</b>	<b>97-Pr-000619</b>
<b>Media (Support)</b>	HC
<b>Title</b>	Et si on changeait ?
<b>Subtitle</b>	
<b>Section</b>	Algarade
<b>Language</b>	Français
<b>Source</b>	L'Orient-Express
<b>Page</b>	5
<b>Date</b>	Mai 1997
<b>Author</b>	Samir Kassir
<b>Co-Author</b>	
<b>Keywords</b>	
<b>Persons</b>	Bachar.Assad – Rafic.Hariri – Salim.Hoss – Mohammed.Yousef.Beydoun – Nassib.Lahoud – Boutros.Harb – Fouad.Boutros – Hussein.Husseini
<b>Locations</b>	Liban – Syrie – Beyrouth
<b>Dates</b>	1997
<b>Themes</b>	Liban – gouvernement – Syrie.régime – changement.gouvernement – reconstruction – politique.étrangère – Bachar.Assad – politique.libanaise – interventions.syriennes – relations.libano.syriennes – accord.Taëf - ère Hariri – Rafic.Hariri – Salim.Hoss – Constitution – mandat.prorogé.chef.État – pouvoir.Libanais – pouvoir.syrien – tutelle.syrienne – gouvernement.Hoss – milieux.financiers – taux.livre
<b>Subject</b>	Comme si la Syrie commençait à prendre conscience que l'impasse libanaise est aussi la sienne, comme si elle se faisait à l'idée qu'un desserrement des liens informels qui structurent les rapports de «protecteur» à «protégé» serait finalement bénéfique pour des relations véritablement privilégiées entre les deux pays.



L'ORIENT-EXPRESS  
Mai 1997